

Document

Avec la crise, la Finlande est devenue le cancre de la zone euro (17.09).

Le Monde – 10.09

Souvent citée en exemple pour ses performances économiques et ses réussites en termes de compétitivité et d'innovation, la Finlande est le pays de la zone euro le plus durement frappé par la crise. Les chiffres préliminaires publiés, mardi 8 septembre, par l'Institut statistique finlandais le confirment. Le produit national brut (PNB) a chuté de 9,4 % au deuxième trimestre 2009 comparé à la même période en 2008. Pour l'ensemble de 2009, la récession, qui devrait être moins violente sur le restant de l'année, atteindrait 4,5 % à 6 % selon différents instituts ou administrations.

Entre janvier et mai, les exportations finlandaises ont connu la plus forte baisse de l'Union européenne, moins 37 % par rapport à 2008. Sur un an, la baisse atteindrait environ 30 %, selon l'Institut d'études économiques ETLA. *"En Finlande, nous avons une vingtaine d'entreprises qui représentent 80 % des exportations du pays, dans les secteurs de l'électronique, forestière et papetière, et métallurgique. Quand elles souffrent, l'impact est donc énorme sur l'économie finlandaise"*, souligne Hannu Kaseva, économiste à ETLA.

Les exportations ne sont pas les seules à souffrir. Le bâtiment est en recul de 20 % sur un an, les investissements de 13 %. Phénomène nouveau, et rapide, le secteur des services baisse de 5 % au deuxième trimestre, avec, surtout, un recul du secteur privé, car les services publics, eux, augmentent leur production.

La télévision finlandaise YLE a rapporté mercredi que le nombre de personnes demandant des allocations d'aide de l'Etat a augmenté de 20 % cette année dans les villes du sud du pays, où se concentre l'essentiel de la population de 5,3 millions d'habitants. Leila Palviainen, responsable du service d'aide sociale et financière d'Helsinki, constate que les gens ayant des contrats irréguliers sont les plus touchés. *"Les propriétaires de petites entreprises n'arrivent plus à joindre les deux bouts"*, remarque-t-elle.

Forts de l'expérience de la terrible crise qui avait ébranlé le pays au début des années 1990, les Finlandais s'attendent à ce que les nouveaux bénéficiaires des allocations soient encore là à pointer au bureau d'aide sociale en 2011. Même si la croissance devrait atteindre 1,8 % à 2,5 % en 2010 selon différents instituts, cela n'aurait pas d'effet tout de suite sur le chômage qui devrait continuer à augmenter durant la majeure partie de l'an prochain jusqu'à 11 %.

Pour M. Kaseva, le gouvernement a pêché *"par optimisme"* les années passées, refusant d'imaginer que la croissance pourrait baisser, d'où une politique salariale expansive qui a freiné la compétitivité. Les salaires ont augmenté de 5,4 % en 2008 et devraient croître de 4,5 % cette année. *"Cet impact négatif des salaires sur la compétitivité est intervenu au moment où a éclaté la crise financière mondiale, dit-il. Etant dans la zone euro, nous sommes en outre désavantagés par rapport à la Suède, notre concurrent direct, dont la monnaie s'est fortement dévaluée."*

Le gouvernement de centre-droit de Matti Vanhanen a pris plusieurs mesures depuis l'automne. Il est allé d'abord au plus pressé et a soutenu les compagnies exportatrices par des allègements fiscaux pour les aider à passer ce cap difficile. *"Pour l'instant, cela marche plutôt dans le sens où aucune de ces sociétés n'a fait faillite"*, constate M. Kaseva.

Début 2009, le gouvernement a lancé une deuxième vague d'aide pour soutenir le bâtiment, avec la possibilité d'emprunts pour des rénovations. Depuis l'ouverture de sa session d'automne, mardi, le parlement discute d'autres mesures pour le budget 2010, telle la construction de logements sociaux, une baisse des cotisations sociales, la construction de routes et de voies de chemin de fer et la hausse de la TVA à l'exception d'une baisse dans les restaurants, et l'assouplissement des pénalités de paiement pour les entreprises en difficulté.